

Remaniement ministériel : Couillard brasse les cartes

Le 28 janvier dernier, le premier ministre Philippe Couillard a procédé à un remaniement ministériel important, un exercice rare lorsque les intentions de vote sont aussi favorables au gouvernement en place. Le jeu de chaises musicales qui s'est opéré n'est pas sans conséquence : des changements au conseil du trésor, à l'économie, en éducation ; deux personnes qui quittent le conseil des ministres et quatre qui y font leur entrée, ce qui porte le total de ministres à 28, dont onze femmes. Le conseil des ministres est donc composé à 39 % de femmes, s'approchant de la zone paritaire.

Changements en éducation

Le ministre que tous regardent avec beaucoup d'attentes est le nouveau titulaire du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur, M. Pierre Moreau. M. Moreau arrive à l'Éducation après deux ministres assez maladroits et exerçant très peu de leadership dans le milieu. Lui qui est connu pour être l'homme de toutes les batailles difficiles des gouvernements Charest et Couillard, on espère beaucoup de sa part.

L'éducation est en quelque sorte le talon d'Achille des libéraux depuis leur arrivée au pouvoir. Depuis un peu plus d'un an, toute la société civile est mobilisée autour des compressions budgétaires, mais ces mobilisations sont plus grandes encore dans le secteur de l'éducation. Élément rare, nous avons observé les comités de parents prendre part à cette campagne en formant tous les mois des chaînes humaines autour des écoles pour dénoncer les coupes. Il y étaient, main dans la main avec les associations étudiantes, mais aussi avec les employés, les syndicats, plusieurs directions, des citoyens et les partis de l'opposition. Celui qu'on surnomme le pompier en chef du gouvernement saura-t-il éteindre ce feu qui gronde de toutes parts dans les écoles, les cégeps et les universités ?



Pour y arriver, Pierre Moreau devra faire preuve d'écoute et d'ouverture envers les groupes de pression, de fermeté face au Conseil du Trésor et de leadership au sein de son ministère.

Et l'enseignement supérieur ?

Il est déplorable qu'encore une fois, on donne à un seul ministre la responsabilité du préscolaire, primaire et secondaire, ainsi que des cégeps et des universités. La durée de vie moyenne des titulaires d'un si gros portefeuille dans les 15 dernières années semble indiquer sans aucun doute que la tâche est trop grande pour qu'une personne s'en occupe sans embûches. Pourtant, M. Couillard s'entête à croire qu'un seul homme saura s'adresser à la fois à la réforme des commissions scolaires et à tous les défis du secteur postsecondaire.

M. Moreau est un ministre extrêmement respecté dans le gouvernement actuel. Il commet peu de bévues et est généralement capable de livrer la marchandise contre vents et marées.

Il est rassurant de voir qu'un tel personnage sera responsable de défendre le budget de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur face au Conseil du Trésor. Le milliard de compressions en éducation des dernières années a laissé des traces dans les établissements et il est fort possible que M. Moreau soit en mesure d'y mettre un terme, tout au moins d'en ralentir l'allure.

Toutefois, il est également fort possible – et il serait fort désolant – que M. Moreau n'ait été muté à ce poste que pour mettre en place le projet de loi 86, un projet assez controversé abolissant pratiquement les commissions scolaires. Dans ce cas, les cégeps et les universités seraient les grands perdants de ce remaniement. Il faut rappeler que M. Moreau n'est pas issu du monde de l'éducation, bien qu'il ait enseigné à l'École du Barreau du Québec pendant quelques années. Quelle importance donnera-t-il à l'enseignement supérieur ? Ça reste à voir.

Les cégeps sont là pour rester

En 2013, lors de la chefferie du Parti Libéral du Québec, M. Moreau, qui était de la course, s'était déclaré en faveur de la disparition des cégeps dans leur forme actuelle. Loin d'être une idée nouvelle, l'abolition des cégeps a également été défendue dans les dernières années par François Legault et les jeunes libéraux. Y a-t-il matière à s'inquiéter pour la survie des institutions collégiales ? Non. Et oui.

Tout d'abord, il importe de rappeler que dans tous ces cas, le premier ministre actuel, M. Couillard, s'est ouvertement affiché contre l'idée. Tout récemment, alors que son ministre était indisposé, il a d'ailleurs impérieusement déclaré que les cégeps étaient là pour demeurer et qu'on y investirait des sommes importantes pour leur développement. Il est infiniment rassurant de voir un premier ministre reconnaître l'apport indiscutable des cégeps au développement économique régional et à l'accès géographique et financier aux études supérieures, mais surtout qu'il ne tolérera pas de discussions à ce sujet.

Or, M. Moreau travaillera-t-il de bonne foi à l'amélioration du réseau collégial ? Rien ne nous l'assure. Peut-être est-il là pour la réforme des commissions scolaires. Peut-être souhaitera-t-il mettre de côté le réseau collégial. Mais peut-être réussira-t-il à obtenir un réinvestissement en éducation.

M. Moreau a une grosse pointure, ça laisse présager de grandes choses. Laissons donc la chance au coureur.

Visitez notre site au
www.fecq.org



INFO-
FECQ